

Unitaire 11

Trimestriel N°128 octobre à décembre 2017 Prix du N° : 0,75 euros Abt : 3 euros



Bulletin de la FSU (Fédération Syndicale Unitaire)
Section de l'Aude 22 bis, boulevard de Varsovie 11000 CARCASSONNE
fsu11@fsu.fr

**ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN**

Déposé le 19/12/2017

Siège social :
FSU 11

22 bis, Bd de Varsovie
11000 CARCASSONNE
Tél.Fax : 04 68 25 54 23

Directrice de la

Publication

Hélène Maillot
Commission paritaire
N° 0720 S 07452
ISSN 1250-0224
Imprimé par nos soins

L'EDITO

Profitant d'un tout petit « remaniement », le gouvernement vient de nommer un tout petit secrétaire d'État à la Fonction publique ! Il est vrai que la Fonction publique gérée par le ministre des comptes publics, ça faisait mauvais genre et laissait deviner les desseins gouvernementaux pour les services publics. Olivier Dussopt, ex PS, ex maire d'Annonay, ex vice-président de l'Association des petites villes de France, est donc celui qui doit rassurer tout le monde... sauf nous : ne soyons pas dupes !

Ce secrétaire d'État qui dépend toujours de Bercy est censé renouer un dialogue social très affaibli après l'annonce sans concertation du gel du point d'indice, du rétablissement du jour de carence, du report du protocole PPCR et de la hausse de la CSG. C'est trop tard, le mal est fait, la confiance est rompue avec le gouvernement.

La responsabilité des politiques libérales dans la dégradation de la situation sociale n'est plus à démontrer. Ces politiques portées par le dogme budgétaire concentrent les richesses au profit de quelques-un·e-s et ne laissent que chômage, précarité, pauvreté et souffrance pour les autres.

Les attaques de ces 8 derniers mois contre les droits et les acquis sociaux, les services publics, notre protection sociale participent de cette logique. Le gouvernement poursuit ainsi la libéralisation de l'économie et multiplie les cadeaux au patronat au nom de la compétitivité. Résultat : les salaires stagnent, le pouvoir d'achat, les droits sociaux et les services publics régressent, le chômage et la précarité augmentent alors que dans le même temps les dividendes distribués aux actionnaires explosent. Cette politique organise un partage toujours plus inégalitaire des richesses produites et leur confiscation au profit d'une minorité. La réforme fiscale avec la suppression de l'ISF en est un exemple criant, le scandale des « Paradise Papers » sur l'optimisation fiscale également.

SOMMAIRE

1- L'Edito

2 - Devoirs faits

Postes aux concours 2018

3 - Elections au CT de la CC du Limouxin
Elections Psy - EN

4 - SFR : Actions, réflexions, perspectives
Conseil lecture de la FSU11



Le père Noël est vraiment une ordure !

**Mais non ! Nous ne sommes pas résigné·e-s,
un autre monde est possible !**



Souhaitons-nous une année 2018 combative, solidaire et joyeuse !

Anne AMIGUES, co-secrétaire de la FSU11



Ce bulletin vous a été envoyé grâce au fichier informatique de la FSU-Aude. Conformément à la loi du 6/1/78, vous pouvez avoir accès aux informations vous concernant et les faire rectifier, en vous adressant à la FSU-Aude.

Pour nous contacter :

E-mail : fsu11@fsu.fr / site internet : www.fsu11.fr

Carcassonne : 04 68 25 54 23 Narbonne : 04 62 32 07 99

Devoirs faits : ni fait, ni à faire !

Le ministère a beaucoup communiqué sur le dispositif « Devoirs faits » qui se met en place dans les collèges. Ce dispositif est destiné à des élèves volontaires qui bénéficieront d'un temps d'étude accompagné, pour réaliser leurs devoirs au sein de l'établissement, en dehors des heures de cours.

La prise en charge de ce programme est assurée par des personnels volontaires (assistants d'éducation, CPE, volontaires du service civique, enseignants).

Néanmoins, la réalité du terrain est loin de correspondre aux discours du ministre :

- les personnels volontaires doivent avoir la garantie d'être rémunérés à la hauteur des heures effectuées ; or, à ce jour, aucun collège n'a connaissance des moyens horaires supplémentaires (HSE) alloués à l'établissement ;
- les établissements font appel à des jeunes en service civique, sous contrat précaire, souvent non formés et qui peuvent être recrutés sans condition de diplôme ;
- la mise en place du dispositif risque de déstabiliser l'organisation de la Vie scolaire par la mobilisation des AED sur leur temps de service et par une charge de travail conséquente pour les CPE et les AED ;
- une aide efficace nécessiterait une concertation au sein des équipes pédagogiques ; or, celle-ci n'est pas inscrite dans les services et de fait, non rémunérée ;
- l'organisation du dispositif ne doit pas être un moyen de mettre à mal la liberté pédagogique des enseignants en imposant certaines progressions ou pratiques.

Les palliatifs de type aide aux devoirs et soutiens divers ne sauraient se substituer à l'enseignement dispensé par les professeurs dans le cadre de la classe, dans des conditions qui permettent un suivi et un accompagnement des élèves. Or 20 % des classes de collèges de l'Aude dépassaient les 29 élèves à la rentrée 2017.

Nous dénonçons cette hypocrisie des effets d'annonce, tandis que les moyens ne sont pas alloués pour un enseignement de qualité dans des conditions décentes pour tous, élèves comme personnels.

Hélène MAILLOT et Patrick BORDE – SNES-FSU 11



AGENDA : stage départemental du SNES-FSU 11 le 1^{er} février 2018

Programme : évaluation des enseignants (RDV Carrière), actualités au collège (devoirs faits, LSU, etc.) et au lycée (réforme du bac, d'APB à parcours sup), vie de l'établissement. voir site snes-aude.fr

Concours de l'enseignement du second degré session 2018 : une saignée de 2 580 postes

La diminution de 20% du nombre de postes offerts aux concours externes affecte tous les concours, agrégation incluse, et toutes les disciplines.

Cette baisse des recrutements risque d'être bien supérieure à la baisse du nombre de postes offerts et pourrait avoisiner les 710 postes non pourvus. La ponction est loin d'être indolore...



EN EPS, les décisions sont tout aussi incompréhensibles et inacceptables !

Alors que l'ensemble des besoins en EPS ne sont pas couverts, que l'année passée l'EN a employé près de 1000 contractuels en EPS (**40 sur l'académie de Montpellier**), la baisse drastique du nombre de postes au CAPEPS est incompréhensible et un nouveau signal extrêmement négatif pour les élèves et la discipline.

Au titre de l'année 2018, le recrutement de professeurs d'éducation physique et sportive est fixé :

Concours externe : 630 postes

Concours interne : 70 postes

En moyenne ce sont 20% de postes en moins à tous les concours externes du second degré :

- 19% à l'agrégation, - 20% pour le CAPES, - 21% pour le CAPET et le CAPEPS, - 18% pour le CAPLP.

Les dernières études sont particulièrement alarmantes concernant le manque d'activités physiques qui touche les jeunes de 11 à 17 ans et les impacts importants que cela représente. L'EPS est le premier lieu de pratique de tous les élèves et de toutes les classes d'âge, la fragiliser représente un désengagement de l'Etat sur ces questions et une rupture totale par rapport aux discours tenus par le Ministre de l'Education Nationale et la Ministre des Sports qui disent vouloir faire de la France une nation de sportifs et de sportives.

Comment comprendre cette nouvelle attaque contre l'EPS alors que les pouvoirs publics parodent pour les Jeux olympiques 2024 à Paris ? Entre affichage et politique menée, le fossé se creuse !

Marjorie MAGRON – SNEP 11



Le 17 octobre 2017 : vote majoritaire en faveur de la FSU à la Communauté de communes du Limouxin

Le 17 octobre 2017, se sont déroulées les élections au Comité technique à la Communauté de Communes du Limouxin. Cette élection s'est déroulée dans une nouvelle configuration depuis la fusion intervenue en début d'année, des deux communautés de communes, celle du Limouxin et celle de Couiza.

Les résultats démontrent clairement une progression de la FSU, déjà présente dans ces deux collectivités, puisque nous obtenons 67% des suffrages et 3 sièges sur 4 !

Ce résultat témoigne du travail de terrain engagé depuis des années par la section, en particulier auprès des aides à domicile, personnel isolé et précaire, mais aussi en Comité technique où nos élu·e·s ont défendu les agents et le service public local. C'est un bon entraînement pour les élections de décembre 2018...

Un grand merci aux camarades territoriaux du Limouxin qui se sont investis dans la préparation et pour la réussite de ces élections.

2017	Inscrit·e·s	Votant·e·s	Exprimé·e·s	FSU	%	FO	%	Elu·e·s FSU	Elu·e·s FO
CC du Limouxin	372	204	188	126	67%	62	32%	3	1

Hélène PUERTOLAS - FSU Territoriaux 11



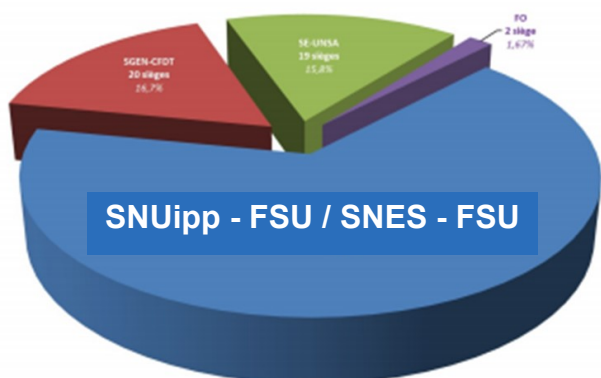
ELECTIONS PSY-EN : LA FSU PREMIÈRE !

Aux élections de novembre 2017, les psychologues de l'Éducation Nationale ont choisi. Ils ont placé le SNUipp-FSU et le SNES-FSU largement en tête de leurs élections professionnelles. Un résultat qui signe la volonté des personnels de désigner des représentants qui porteront haut et fort leur voix face à l'administration.

CAPA Montpellier

Avec **54,14% des voix** pour le vote aux commissions administratives paritaires académiques (CAPA), le SNUipp-FSU et le SNES-FSU remportent une large victoire aux premières élections professionnelles des psychologues de l'Éducation Nationale. Un résultat qui témoigne de l'engagement opiniâtre des deux syndicats dans la reconnaissance de la place et de l'apport des psychologues dans l'ensemble du système éducatif.

Répartition des sièges - CAPA des psychologues de l'Éducation nationale
novembre 2017



Pour l'Académie de Montpellier

3 sièges FSU sur 4



Élues

Nathalie MAUREL (SNES)

Odile TOIGO (SNUipp 11)

Nathalie SANS (SNUipp 66)

Odile TOIGO



Section Fédérale des Retraité·e·s : un syndicalisme retraité dynamique

À l'appel du groupe des 9*, le 28 septembre a été marqué par une mobilisation des retraité·e·s sans précédent (80 000 en France dont 300 à Narbonne et 500 à Carcassonne). Dans ce cadre unitaire, nous avons rencontré les parlementaires du département. Nous avons vivement dénoncé le relèvement de 25% du taux de CSG (non récupérable pour les retraité·e·s). Le transfert du financement de la sécu vers la CSG en lieu et place des cotisations ne manque pas d'inquiéter quant à son avenir et plus généralement quant à celui de la protection sociale. Ces mesures constituent des menaces pour notre modèle social. Force nous est de constater que nos arguments n'ont guère convaincu nos nouveaux députés « macronniens ».

Le CDCA (Comité Départemental pour la Citoyenneté et l'Autonomie) se met en place. Organisme consultatif auprès du conseil départemental, il donne des avis sur tout ce qui concerne la vie des retraité·e·s et des personnes handicapées. Nous y sommes représentés. Toutefois les organisations syndicales y sont largement minoritaires. Leurs responsables se sont rencontrés au préalable et ont mis en évidence de réelles convergences. La question du financement et du fonctionnement des EHPAD, qui fait l'objet de virulentes critiques, devrait y occuper une place importante.

D'autre part, en cette fin novembre, sur deux journées, la SFR-FSU organisait ses journées d'automne à Paris. Plus d'une centaine de participant·e·s et des intervenant·e·s de qualité sur des sujets transversaux qui concernent aussi bien les retraité·e·s que les actif·ve·s. Deux membres de la SFRD-FSU Aude y participaient.

Parmi les sujets abordés, un premier débat a porté sur les comptes notionnels et la prochaine réforme des retraites à la sauce Macron qui mettra à mal la solidarité intergénérationnelle.

Un autre débat s'est ouvert à la suite d'une présentation d'un médecin urgentiste syndicaliste qui a dénoncé les orientations de notre système de santé. L'économique et le financier priment sur toute autre considération. Des pistes d'amélioration possibles sont en débat (centres de santé, 100% sécu...)

Avec Bernadette Groison, secrétaire générale de la FSU, nous partageons le nécessaire lien entre actifs et retraités tant les raisons d'agir de concert sont évidentes. De même que nous poursuivrons nos efforts pour faire converger les forces syndicales tout en respectant le pluralisme d'opinions.

Après un trimestre bien rempli, avec le groupe des 9 et tous ceux qui voudront bien partager nos objectifs, les retraité·e·s de la FSU 11 entendent poursuivre leurs luttes pour une société plus juste et plus humaine.

Alain CAZANAVE – SFR-FSU 11

* groupe des 9 : CGT, FO, CGC, CFTC, FSU, Solidaires, FGR, LSR, UNRPA

Conseil Lecture de la FSU 11

Les membres du CDFD de la FSU 11 vous conseillent la lecture du dernier livre de **Bernard Friot**, paru en octobre 2017 aux Editions La Dispute :

Vaincre Macron

